

IRAK

Treize tués dans des combats nocturnes à Sadr City

D'intenses combats nocturnes ont fait au moins treize morts dans le faubourg de Sadr City à Bagdad, où l'armée irakienne a mis hier les habitants en garde contre les nombreux engins piégés placés par les miliciens chiites contre l'armée américaine.

Les affrontements, qui ont duré toute la nuit, ont cessé à l'aube dans cette immense banlieue chiite de l'est de Bagdad et bastion de l'armée du Mahdi, la milice de Moqtada Sadr, selon des habitants.

Ils se sont concentrés sur la ligne de confrontation dans le sud-ouest de cette cité de trois millions d'habitants, et ont fait au moins treize tués, des miliciens chiites présumés, a indiqué l'armée américaine.

Cependant, des témoins ont indiqué à l'AFP qu'au moins quatre membres d'une même famille, des parents et deux de leurs enfants, tués dans une frappe aérienne, figuraient parmi les victimes.

«Les troupes américaines, lors d'une opération conjointe avec l'armée irakienne, ont tué plusieurs criminels dans l'est de Bagdad», a affirmé le commandement américain. Elles ont agi «en riposte à l'attaque de leurs convois avec

des engins piégés et à l'armée légère depuis les toits d'immeubles».

Treize «criminels» ont péri: deux d'entre eux touchés par des tirs d'un char Abrams et trois par un missile Hellfire tiré depuis un drone, selon l'armée américaine qui n'a fait état d'aucune perte dans ses rangs et a parlé de «deux véhicules endommagés».

Depuis la reprise des combats à Sadr City, le 6 avril, près de 90 personnes y ont péri, la plupart victimes de snipers et de frappes aériennes américaines, selon un décompte établi par l'AFP.

Les derniers affrontements avaient éclaté vendredi soir après une journée relativement calme, mais quelques heures après l'assassinat par des inconnus du chef du mouvement sadriste dans la ville chiite de Najaf, au sud de Bagdad.

L'assassinat de Riyad Al-Nouri, qui avait des liens familiaux avec Moqtada Sadr, a

suscité une vive émotion au sein du mouvement sadriste qui a accusé «les forces d'occupation (américaines) et leurs complices» irakiens tout en appelant à la retenue.

Des funérailles symboliques de Nouri, organisées par les sadristes, ont eu lieu à Sadr City, où une foule scandant des slogans hostiles aux Etats-Unis et au gouvernement a transporté dans les rues un cercueil recouvert du drapeau irakien.

A Najaf, le couvre-feu total imposé immédiatement après l'assassinat de Nouri a été levé.

Cet assassinat est intervenu dans un contexte de vive tension entre le mouvement Sadr et le gouvernement du Premier ministre Nouri al-Maliki qui tente d'imposer par la force le démantèlement de l'armée du Mahdi.

Les forces de sécurité irakiennes, appuyées par l'armée américaine, avaient mené du 25 au 30 mars une vaste offensive à Bagdad, Bassorah (sud) et dans plusieurs villes du sud chiite contre des éléments «criminels» de l'armée du Mahdi. Ces combats avaient fait

quelque 700 morts, selon l'ONU. Les principaux accès du quartier de Sadr City sont restés bouclés samedi matin, en dépit d'une annonce des autorités militaires d'une levée de l'interdiction de circuler. Seuls quelques véhicules pouvaient en sortir et y entrer en empruntant de petites ruelles éloignées de la zone des combats.

«Le couvre-feu dans Sadr City a été levé en général, mais il s'applique toujours dans certaines zones soumises à des mesures de sécurité», a commenté un membre du service de presse du gouvernement.

Hier, le commandement militaire de Bagdad a mis en garde contre les nombreux engins piégés dissimulés dans les rues du quartier pour stopper l'avancée des soldats et véhicules blindés américains. Il a demandé à la population de rester à l'écart, tant que les forces de sécurité n'auront pas enlevé les explosifs des rues.

Par ailleurs, l'armée américaine a annoncé qu'un de ses soldats avait été tué, hier, par une bombe dans le nord-ouest de Bagdad.

CE MONDE QUI BOUGE

La Palestine et le Tibet

Par Hassane Zerrouky



Une chose est sûre : la cause tibétaine mobilise en Europe. Après Athènes, puis Londres dimanche sous la neige, la flamme olympique a terminé son parcours européen lundi à Paris sous très haute surveillance. A l'appel de RSF (Reporters sans frontières) qui, à l'occasion, a élargi son champ d'action, des manifestants ont tenté de perturber le parcours de la flamme pour protester contre la politique chinoise au Tibet. Des personnalités politiques françaises se sont jointes à ce geste de solidarité avec la cause tibétaine en appelant à manifester contre la répression chinoise. «On fera aussi une ou des actions symboliques, spectaculaires, mais respectueuses des Jeux, des porteurs de l'olympisme, mais suffisamment spectaculaires pour que cela se voie», a expliqué Rober Ménard, secrétaire général de RSF. Le parcours de la flamme olympique a donc été perturbé. Un important dispositif sécuritaire a été mis en place. Une banderole dénonçant la répression chinoise au Tibet a été déployée sur la tour Eiffel. Des manifestants ont tenté d'éteindre la flamme. Sur le parcours, il n'y avait pas que des anti-chinois. La communauté chinoise de Paris, dont plusieurs possèdent la double nationalité, était également présente pour soutenir son pays.

Le problème du Tibet ne date pas d'aujourd'hui. Sous domination mongole dès le 13^e siècle avant de l'être sous domination chinoise, avant que le colonialisme britannique ne s'en mêle au 19^e siècle, les Tibétains n'ont jamais renoncé à leur identité : de tout temps ils ont essayé de marquer leur différence, et ce, malgré la prise du pouvoir en Chine par Mao Tse Toung en 1949 et l'instauration de la République populaire de Chine. Et la question tibétaine est une question nationale qui doit être résolue pacifiquement.

Le problème est que la Chine est devenue une super-puissance. Les Jeux olympiques, que les autorités chinoises — c'est de bonne guerre — instrumentalisent pour en faire une sorte de vitrine des progrès accomplis dérangent les bonnes consciences occidentales.

Que les Tibétains mettent à profit un événement aussi médiatique que les Jeux olympiques pour faire connaître leur cause ne me dérange pas. Pourquoi pas ? Ce qui me dérange, c'est ce «deux poids deux mesures» en matière de solidarité avec les peuples sous domination qui jette le doute sur les initiateurs de ce mouvement dit de solidarité envers le peuple tibétain. Car pour moi, la question des droits de l'homme, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est indivisible. J'en veux pour exemple la situation que vit le peuple palestinien sous domination israélienne depuis 1948, l'occupation du Golan syrien depuis 1967.

En dépit de ce qui se passe en Cisjordanie où plus de 200 000 colons israéliens occupent cette région palestinienne, et de la répression quasi-quotidienne — destruction d'habitations palestiniennes, arrestations, enfants tués parce qu'ils ont jeté des pierres contre des véhicules israéliens, entraves à la circulation des Palestiniens sur leur propre territoire pour se rendre d'une localité à une autre, à peine distante de quelques kilomètres — l'Occident capitaliste et ses relais médiatiques et autres se bornent à demander aux Palestiniens occupés de faire le dos rond. Il faut voir sur place — j'y suis allé et j'ai vu — la situation insupportable dans laquelle vit le peuple palestinien pour y croire. Et pourtant, cette situation n'émeut guère ceux qui ont appelé à boycotter les Jeux olympiques de Pékin ou à protester contre la répression chinoise au Tibet.

Quand Israël réprime brutalement les Palestiniens, ils se bornent à dire qu'il s'agit de «réactions disproportionnées». S'agissant du Tibet, ils nous parlent de répression et de déni des droits fondamentaux des Tibétains. Le jour où ces ONG occidentales feront des démonstrations de force de solidarité envers les Palestiniens comme elles l'ont fait avec les Tibétains, alors là, je marcherai avec elles !

H. Z.

MAROC

Limogeage du patron de l'ONA, le plus puissant groupe privé

Le P-dg du plus puissant groupe privé marocain, le holding Omnium nord-africain (ONA) proche de la famille royale, a été limogé pour ses mauvais résultats, indique un communiqué du conseil d'administration du groupe publié hier.

Nommé à la tête du groupe en janvier 2005, Saâd Bendi, 46 ans, a été remercié en raison notamment des mauvais résultats de Wana, le troisième opérateur de téléphonie, qui concentre la majeure partie de l'endettement du groupe avec 11,3 milliards de dirhams (983 millions d'euros) et de l'investissement qui se monte à 9,1 milliards de dirhams (791 millions d'euros). Dans

son communiqué, le conseil d'administration, qui s'est réuni vendredi, «relève que les besoins de financement additionnels concernant Wana, qui se montent à 5 milliards de dirhams (435 millions d'euros), résultent de projections insuffisamment maîtrisées».

Dans une attaque d'une virulence inégalée, le conseil d'administration dans lequel figure notamment Mohammed Mounir Majidi, conseiller du roi en charge de Siger, un holding qui regroupe les biens de la famille royale, assure que «la complétude et la fiabilité de l'information due aux administrateurs n'ont pas été assurées». Le conseil d'administration note également «des éléments de négligences apparus et répétés dans le suivi et l'animation des

affaires du groupe». Il a invité M. Bendi «à rendre ses mandats».

Le conseil a confié la présidence de l'ONA à Mouâtassim Belghazi, patron de la Samed, un groupe maroco-émirati présent dans le tourisme, l'industrie, l'immobilier et l'agro-alimentaire. Premier groupe privé marocain, l'ONA créé en 1934, a vu son chiffre d'affaires en 2007 croître de 15% pour atteindre 32,8 milliards de dirhams (2,85 milliards d'euros).

Mais son résultat d'exploitation a cédé 29,5% pour se limiter à 1,3 milliard de dirhams (113 millions d'euros). Ce holding est présent notamment dans les mines, l'agroalimentaire, la distribution, la banque et l'assurance.

GAZA

Risque de coupures d'électricité en raison de la pénurie de fioul

La population de Gaza pourrait être victime de coupures d'électricité en raison de la pénurie de fioul, Israël ayant cessé d'approvisionner ce territoire à la suite d'une attaque menée par des Palestiniens contre le principal point de passage de carburant.

Après cette attaque perpétrée mercredi à Nahal Oz, point de passage entre Israël et la bande de Gaza, les autorités israéliennes ont suspendu la livraison de fioul, ce qui pourrait avoir des conséquences sur la seule centrale électrique de Gaza, a indiqué hier à l'AFP son directeur.

«La centrale arrêtera complètement de fonctionner dans les prochains jours, ce qui entraînera des coupures de courant dans tous les secteurs, si Israël ne reprend pas ses livraisons», a mis en garde Rafik Malha.

Il n'a pas été en mesure de préciser combien de temps la centrale pourrait «tenir» sur ses réserves. En janvier, cependant, elle avait cessé de fonctionner trois jours durant après la fermeture de tous les points de passage par Israël, en représailles à une vague de violences palestiniennes.

Un porte-parole de la compagnie de distribution d'électricité de la bande de Gaza, Jamal Al-Dadrasawi, a mis en garde contre «une véritable

crise» si le carburant n'était pas livré par Israël.

Israël s'est à maintes reprises engagé à ne pas interrompre ses livraisons de fioul à la bande de Gaza, y compris après la prise de contrôle, par la force, de ce territoire par les islamistes du Hamas, à la mi-juin.

Depuis, s'il impose un blocus sur Gaza, il veille toutefois à permettre le transit des produits de première nécessité et de carburant.